



Arrondissement de  
SELESTAT-ERSTEIN

**Procès-Verbal des délibérations du Conseil Municipal  
Séance du 27 novembre 2023**

Nombre des conseillers élus : 15  
Conseillers en fonction : 14  
Conseillers présents : 11

Sous la présidence de Monsieur Denis RUXER  
Maire de Saint-Pierre

Excusés : - Monsieur Francesco DE PALMA qui donne procuration à Monsieur Christophe COURRIER  
- Monsieur Damien GRESSLER qui donne procuration à Monsieur Denis RUXER  
- Madame Nadia SCHWAB qui donne procuration à Monsieur Philippe MULLER  
- Madame Isabel DAMATA RAFAEL donne procuration à Monsieur Laurent EISENECKER

Absents : - Madame Estelle MONPEYSEN,  
- Madame Sandrine SOLLE,  
- Madame Valérie CREUTZBURG.

**ORDRE DU JOUR**

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 30 octobre 2023
2. Désignation du secrétaire de séance
3. Désignation élu pour prise décision Déclaration Préalable Déposée par le Maire
4. Désignation élu pour représentant au Comité Syndical Brigade Verte
5. Baux de chasse : Agrément des candidatures - Convention
6. Projet délibération instaurant prime pouvoir achat exceptionnelle
7. Achat préalable par un élu
8. Divers et communication

**1. Adoption du procès-verbal de la séance du 30 octobre 2023**

Le procès-verbal de la séance du 30 octobre 2023 a été adopté à l'unanimité.

**Adopté à l'unanimité**

**2. Désignation du secrétaire de séance**

Conformément à l'article L121-14 du Code des Communes, le conseil municipal, après délibération et vote, à l'unanimité, décide de désigner un secrétaire de séance, en la personne de Monsieur Philippe MULLER.

**Adopté à l'unanimité**

### **3. Désignation élu pour prise décision Déclaration Préalable déposée par le Maire**

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il a déposé une demande de déclaration préalable N° 067 429 23 R0028 en date du 03 novembre 2023, pour la pose d'une serre démontable.

Or l'article L.422-7 du code de l'urbanisme dispose que « *si le Maire est intéressé au projet faisant l'objet de la demande de permis de construire ou de la déclaration préalable, soit en son nom personnel soit comme mandataire, le conseil municipal désigne un autre de ses membres pour prendre la décision.* »

Monsieur le Maire demande donc à l'assemblée de désigner un élu pour prendre la décision relative à la délivrance de la déclaration préalable et de ses éventuels modificatifs,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de désigner Monsieur Philippe MULLER pour prendre la décision et autres actes relatifs à la déclaration préalable n° 067 429 23 R0028 et les éventuels modificatifs.

**Adopté à la majorité :**

- **dix (10) pour,**
- **une (1) abstention.**

### **4. Désignation élu pour représentant au Comité Syndical Brigade Verte**

Le 24 octobre 2023 le Comité Syndical de la Brigade Verte a adopté les nouveaux statuts du Syndicat Mixte des Gardes Champêtres.

L'article 7.3 des statuts indique « *les délégués des communes, de la Collectivité européenne d'Alsace et de la Région Grand Est sont désignés après l'approbation des présents statuts, ainsi qu'après chaque élection municipale, départementale et régionale pour la durée de leur mandat au titre duquel ils ont été désignés.* »

Aussi, après cette mise à jour des statuts, le conseil municipal doit désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant représentants de la commune de Saint-Pierre au sein du Comité Syndical Brigade Verte.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré désigne :

- Monsieur Philippe MULLER comme délégué titulaire,
- Monsieur Denis RUXER comme délégué suppléant.

**Adopté à l'unanimité**

### **5. Baux de chasse**

#### **5.1. Baux de chasse : Agrément candidature**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de l'Environnement,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 définissant le Cahier des Charges Type relatif à la location des chasses communales du Bas-Rhin pour la période du 2 février 2024 au 1<sup>er</sup> février 2033,

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 30 octobre 2023, portant approbation de la constitution et du périmètre du lot de chasse, des caractéristiques des lots et des conditions particulières

## **EXPOSE**

En application du Code de l'environnement, le droit de chasse est administré par la commune au nom et pour le compte des propriétaires.

Les baux de location des chasses communales sont établis pour une durée de 9 ans et les baux actuels expirent le 1<sup>er</sup> février 2024. Les chasses seront donc remises en location pour une nouvelle période de 9 ans soit du 2 février 2024 au 1<sup>er</sup> février 2033.

Tous les candidats à la location de la chasse communale doivent fournir un dossier de candidature complet (article 16 du cahier des charges type).

Les déclarations de candidature et les pièces annexées sont examinées et agréées par le Conseil Municipal après avis de la commission consultative communale de chasse. Il convient de se référer à l'article 17 du cahier des charges type relatif aux modalités et conditions d'agrément des candidatures.

Les règles relatives au dossier et à l'agrément des candidatures s'appliquent quel que soit le mode de location (partie A de la délibération) :

- Si le droit de priorité trouve à s'exercer : convention de gré à gré, adjudication avec droit de priorité ;
- En l'absence de droit de priorité : appel d'offres ou adjudication.

Si le dossier est complet et que le candidat n'est pas concerné par un motif d'irrecevabilité, sa candidature pourra être agréée. Dans le cas contraire, sa candidature ne devrait pas être agréée par le Conseil Municipal.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

Monsieur le Maire expose au Conseil la demande de Monsieur Jean-Paul PHILIPP représentant le GFA PHILIPP, en date du 03 novembre 2023, sollicitant la réservation de son droit de chasse sur les terrains lui appartenant sur la section 16 du ban de Saint-Pierre.

**Vu** la demande présentée par Monsieur Jean-Paul PHILIPP,

**Vu** l'article 4 du Cahier des Charges Type relatif à la période de location du 2 février 2024 au 1<sup>er</sup> février 2033 relatif au droit de chasse réservé,

**Considérant** que les conditions définies à l'article visé ci-dessus, dûment vérifiées par Monsieur le Maire, sont remplies,

**Après en avoir délibéré,**

**Décide** à la majorité d'agréer la demande de réservation du droit de chasse par Monsieur Jean-Paul PHILIPP, représentant le GFA PHILIPP.

**Adopté à l'unanimité.**

### **5.2. Baux de chasse : Approbation convention gré à gré**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de l'Environnement,

**Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 définissant le Cahier des Charges Type relatif à la location des chasses communales du Bas-Rhin pour la période du 2 février 2024 au 1<sup>er</sup> février 2033,

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 30 octobre 2023 portant approbation de la constitution et du périmètre du lot de chasse, des caractéristiques du lot et des conditions particulières,

**Vu** la délibération du conseil municipal en date de ce jour, préalablement aux présentes, portant agrément des locataires.

## EXPOSE

En application du Code de l'environnement, le droit de chasse est administré par la commune au nom et pour le compte des propriétaires.

Les baux de location des chasses communales sont établis pour une durée de 9 ans et les baux actuels expirent le 1<sup>er</sup> février 2024. Les chasses seront donc remises en location pour une nouvelle période de 9 ans soit du 2 février 2024 au 1<sup>er</sup> février 2033.

La commission consultative communale de chasse doit émettre un avis simple sur l'agrément des candidats et si les conditions sont réunies, sur les conventions de gré à gré.

Par une première délibération en date de ce jour, préalablement aux présentes, le Conseil municipal a agréé la candidature des locataires pour le lot de chasse.

Si le droit de priorité pour le lot trouve à s'exercer et si le locataire sortant d'un ou de plusieurs lots concernés a fait valoir son droit de priorité dans les formes et délais réglementaires, la passation d'un nouveau bail interviendra soit par une convention de gré à gré, soit après une procédure d'adjudication.

Il appartient au Conseil municipal, après avis simple de la commission communale, d'approuver les conventions de gré à gré, lorsque les conditions nécessaires pour la mise en œuvre de cette procédure sont remplies, en particulier l'exercice du droit de priorité.

Après approbation par le Conseil municipal, la convention pour chacun des lots concernés doit être signée par le maire et le locataire avant le 2 novembre 2023.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE :**

1°) Après avoir constaté la recevabilité de la demande de chasse réservée par Monsieur Jean-Paul PHILIPP, représentant le GFA PHILIPP, et que celui-ci qui a fait valoir son droit dans les formes et conditions prévues par les textes :

- approuve la convention de gré à gré type jointe en annexe, à conclure avec ce locataire pour un prix de deux cents euros (200,00 €),
- autorise le Maire à signer le bail de location de la chasse communale et tous avenant ou modificatif le cas échéant.

#### **Adopté à l'unanimité.**

2°) Après avoir constaté la recevabilité du dossier de candidature de Monsieur Jean-Paul PHILIPP, il y a lieu de modifier le lot de chasse de Monsieur Jean-Pierre JUAN, ayant fait valoir son droit de priorité.

Monsieur le maire expose que la chasse réservée consentie à Monsieur Jean-Paul PHILIPP représentant une superficie totale de 8 ha 43 a 62 ca sur le domaine chassable du ban communal de Saint-Pierre.

Il y a lieu de modifier la convention de gré à gré consentie à Monsieur Jean-Pierre JUAN, locataire sortant sur le prix de la location et d'approuver la convention pour un prix de mille deux cent <sup>trois</sup>

Le Conseil Municipal :

- approuve la convention de gré à gré type jointe en annexe, à conclure avec ce locataire pour un prix de mille trois cent euros (1.300,00 €),
- autorise le Maire à signer le bail de location de la chasse communale et tous avenant ou modificatif le cas échéant.

#### **Adopté à l'unanimité.**

## 6. Projet Délibération instaurant la prime pouvoir achat exceptionnelle

Le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 propose au collectivité la possibilité d'instaurer une prime de pouvoir d'achat pour soutenir le pouvoir d'achat des agents de la fonction publique territoriale ayant perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 € sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

Le versement de cette prime exceptionnelle n'est pas obligatoire. Sa mise en œuvre est conditionnée à une délibération des collectivités territoriales. Les collectivités qui souhaitent mettre en œuvre cette prime sont tenus de présenter, au préalable, la délibération afférente au comité social compétent.

Il appartient à l'organe délibérant de fixer, dans les limites prévues pour les fonctionnaires de l'État, le régime indemnitaire ainsi que certaines modalités d'application de la prime de pouvoir d'achat, notamment le montant de cette prime.

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi de l'agent sur la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 et devra être versée avant le 30 juin 2024.

Il est demandé au conseil municipal son avis sur le projet de la délibération qui sera transmis au Comité social territorial du CDG 67 avant la validation définitive par le conseil municipal lors d'un prochain conseil.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve le projet de la délibération :**

- Décide d'instituer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle dans les conditions fixées par le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale et la présente délibération. Cette prime n'est pas reconductible
- Décide de fixer le barème des montants de la prime comme suit :

| Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 <sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 | Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat |
|--|--|
| Inférieure ou égale à 23 700 €   | 800,00 €                                       |
| Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €  | 700,00 €                                       |
| Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €  | 600,00 €                                       |
| Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €  | 500,00 €                                       |
| Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €  | 400,00 €                                       |
| Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €  | 350,00 €                                       |
| Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €  | 300,00 €                                       |

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi de l'agent sur la période courant du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

- La prime est versée en une fois. La prime doit être intégralement versée avant le 30 juin 2024.
- D'inscrire les crédits budgétaires nécessaires au versement de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle au budget de la collectivité ou de l'établissement public et charge l'autorité territoriale de procéder aux attributions individuelles par arrêté individuel en tenant compte des conditions de versement fixées par le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 précité et arrêtées par la présente délibération.

**Adopté à l'unanimité**

## **7. Achat préalable par un élu**

Monsieur Philippe MULLER a acheté deux projecteurs Led chez Leroy Merlin nécessaire pour l'éclairage lors de la cérémonie du 11 novembre.

La somme de 47,80 € a été avancée par Monsieur Philippe MULLER.

Le conseil municipal demande à la trésorerie de procéder au remboursement de la somme au profit de Monsieur Philippe MULLER.

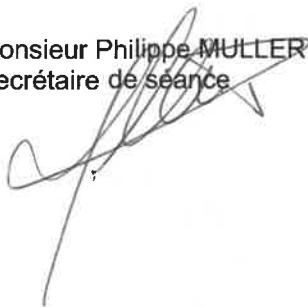
**Adopté à l'unanimité**

## **8. Divers et communication**

- Après renseignements pris auprès du SMICTOM, il n'est pas possible de demander une nouvelle borne Biodéchets. Celle près de l'épicerie sera donc déplacée de l'autre côté du trottoir.
- Le rapport de l'Agence Touristique de la Collectivité Européenne d'Alsace a été lu concernant le fleurissement de la commune pour le contrôle de validation de la 2<sup>ème</sup> fleur pour 2023.
- Monsieur le Maire rappelle que le marché de Noël à la Ferme se tiendra samedi 2 et dimanche 3 décembre 2023 à la Ferme HAAG.
- Stéphanie POOS fait un compte rendu du conseil de l'école, qui s'est tenu le 9 novembre 2023 : des stores pour la salle de sieste vont être commandés, un devis par la compagnie de bus pour la sortie scolaire de fin d'année est en cours, une association des parents d'élèves va sûrement être créée pour le RPI Saint-Pierre/Eichhoffen.

Saint-Pierre, le 28 novembre 2023

Monsieur Philippe MULLER  
Secrétaire de séance



Monsieur Denis RUXER,  
Mairie de Saint-Pierre